

Merci à Nasy  
membre du site [devenez-fonctionnaire.fr](http://devenez-fonctionnaire.fr)  
pour le partage de sa copie

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Ne rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel<sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Contrôleur des Finances publiques

Épreuve n° : 2

Matière : composition et/ou cas pratique bases juridiques

Date : 01/12/2020

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20

8,25

## PREMIÈRE PARTIE

### 1 - Énoncé des faits :

Monsieur Durand a acheté un violon en pensant qu'il avait appartenu à un grand violoniste. Lorsqu'il s'est aperçu que ce n'était pas le cas, il a souhaité remettre en cause la vente.

### Problème juridique :

Monsieur Durand. Peut-il remettre en cause la vente ? Si oui, sous quelles conditions ?

### Règle de droit :

La vente est régie par le droit des contrats.

Pour être valablement formé, le contrat doit réunir plusieurs conditions :

- les parties doivent être capables ;
- leur volonté ne doit pas être affectée par un vice de consentement (l'erreur, le dol ou la violence) ;
- l'objet du contrat doit être licite ;
- les parties se sont accordées sur les caractéristiques de la chose et son prix.

Le droit de la consommation, qui régit les rapports entre les consommateurs (non professionnels) et les commerçants donne à l'acheteur un droit de rétractation de 15 jours.

### Application au cas d'espèce :

Si Monsieur Durand estime que le contrat n'a pas été valablement formé, il pourra en demander la nullité en prouvant un vice de consentement.

S'il a passé ce contrat avec un professionnel (l'énoncé ne précise pas qui a émis la petite annonce), il dispose d'un délai de rétractation de 15 jours, le contrat ayant été conclu à distance.

## 2- Énoncé des faits:

Monsieur DURAND a acheté un violon en pensant qu'il appartenait à un grand violoniste. Lorsqu'il s'est aperçu que ce n'était pas le cas, il a souhaité remettre la vente en cause.

## Problème juridique:

Le consentement que Monsieur DURAND a donné lors de la vente est-il entaché d'un vice cause de nullité?

## Règle de droit:

Il existe trois vices qui peuvent entacher le consentement et conduire à l'annulation de la vente.

Le premier vice est l'erreur. Une erreur sur les qualités essentielles du contractant ou sur les qualités essentielles de l'objet du contrat peut entraîner sa nullité.

Le second vice est le dol. C'est la manœuvre de l'un des contractants qui consiste à faire croire faux ce qui est vrai ou vrai ce qui est faux. Le contractant qui a été victime d'un dol a commis une erreur à cause de ce dol.

Le troisième vice est la violence. La violence peut être physique ou morale. La violence peut être dirigée à l'encontre du contractant ou de l'un de ses proches. La menace constitue également une violence. En revanche, la menace d'utiliser une voie de recours judiciaire ne constitue pas une violence.

## Application au cas des père:

Il n'apparaît pas que Monsieur DURAND ait été victime de violence.

Il n'apparaît pas non plus que le vendeur ait mentionné l'appartenance du violon à un grand musicien. Si Monsieur DURAND a fait part de cette

croissance du vendeur, mais que ce dernier ne la dément, le dol pourrait être retenu. Il faudrait prouver que le vendeur a volontairement laissé croire à Monsieur DURAND que le violon appartenait à un grand musicien dans le seul but de conclure la vente.

Si Monsieur DURAND n'a pas évoqué cette croyance devant le vendeur, le dol ne pourra pas être retenu.

En ce qui concerne l'erreur, il semble que Monsieur DURAND s'estime que le prix de vente était inférieur au prix de vente d'un violon ayant appartené à un grand musicien. Son intention première était de s'offrir un violon "Stradivarius". Aucune mention de l'annonce ne faisait apparaître que le violon appartenait à un grand musicien. Il semble donc que l'erreur ne puisse pas être retenue comme vice du consentement.

## DEUXIÈME PARTIE.

Énoncé des faits:

Monsieur RAFFIEN s'est blessé lors d'une sortie en canoë organisée par une association sportive.

Problème juridique:

Monsieur RAFFIEN peut-il mettre en cause la responsabilité de l'association lors de son accident afin d'obtenir des dommages et intérêts?

Règle de droit:

Une association est responsable des dommages qui ont lieu lors d'un événement qu'elle organise.

Sa responsabilité peut être écartée en cas de force majeure: si un événement imprévisible et irrésistible a eu lieu.



Si la victime du dommage a commis elle-même une faute, la responsabilité pourra être partagée entre la victime et l'association, voire même écartée par l'association.

Si un subordonné de l'association a commis une faute, la victime pourra engager la responsabilité du subordonné ou de l'association. L'association pourra elle-même se retourner contre son subordonné.

Application au cas d'espèce:

Si le tourbillon est considéré comme un cas de force majeure, la responsabilité de l'association ne pourra pas être engagée.

Il apparaît que les équipements nécessaires au bon déroulement de l'activité ont été mis à disposition, ainsi qu'un guide. Si Monsieur Raftern n'a pas suivi les instructions du guide, ou ne s'est pas équipé comme demandé, une faute de sa part pourra être retenue, ce qui l'empêcherait totalement ou partiellement de demander des dommages et intérêts.

Si une faute du guide est invoquée et prouvée, Monsieur Raftern pourra demander des dommages et intérêts au guide ou à l'association.

Dans les autres cas, Monsieur Raftern pourra engager la responsabilité de l'association pour obtenir des dommages et intérêts.

TROISIÈME PARTIE.Introduction.

La décentralisation des services de l'État est un principe de valeur constitutionnelle.

Les services décentralisés de l'État français ont une place de plus en plus importante de nos jours.

En quoi consiste cette décentralisation? Quels sont ses buts? En quoi diffère-t-elle de la déconcentration?

C'est ce que nous allons voir dans ce développement; en abordant la décentralisation dans une première partie. Un parallèle entre décentralisation et déconcentration sera effectué dans une seconde partie.

I. La décentralisation.

La décentralisation consiste, pour l'État, à déléguer ses pouvoirs à des services décentralisés. Ceci a pour but d'être plus proche des citoyens et des problématiques qu'ils rencontrent. C'est ainsi que les régions gèrent certaines routes, les départements gèrent les collèges et les communes gèrent les écoles maternelles et primaires. Les communes peuvent aussi s'organiser en communautés urbaines ou communautés de communes afin de mutualiser leurs dépenses.

La décentralisation des services entraîne une décentralisation des dépenses. L'État doit donc allouer des financements à ces services en fonction des missions qu'il leur délègue.

Dans un État décentralisé, les services sont répartis dans le territoire, mais restent plus rattachés à l'État que dans un État déconcentré.

## II Les différences entre décentralisation et déconcentration.

A la différence des services décentralisés, les services déconcentrés disposent d'une autonomie de décision.

Plus de pouvoirs sont donnés à ces services afin que tout ne soit pas centralisé (surtout dans la capitale de l'État).

Alors que les services décentralisés appliquent les décisions qui leur sont transmises par l'État central avec les moyens alloués par ce dernier, les services déconcentrés ont plus de libertés dans les politiques qu'ils souhaitent mettre en œuvre.

Cela signifie également que la "responsabilité morale" des services déconcentrés est plus importante envers la population.